

FORUM DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL

« Avons-nous cessé de produire ? :
quel modèle de développement
pour Madagascar ? »



RAPPORT DE
DEBATS DANS
LE CADRE DU
FORUM SUR LE
DEVELOPPEMENT
INDUSTRIEL



Honorables invités,
Chers amis,
Mesdames, Messieurs,

Je vous souhaite la bienvenue ce vendredi au Café de la Gare pour le Forum Développement Industriel organisé par la Fondation Friedrich Ebert.

En tant que fondation, la question de l'industrie et de l'industrialisation nous tient particulièrement à cœur. Certains d'entre vous sont au courant que la FES est actuellement en partenariat avec le Ministère chargé de l'Industrie et le Syndicat des Industries de Madagascar afin de faire avancer le développement industriel à Madagascar.

Selon la vision officielle, Madagascar devrait devenir « une nation moderne et prospère ». C'est une belle vision, mais nous sommes convaincus que cette vision ne peut se réaliser sans une véritable relance économique. Le titre de notre journée « Avons-nous cessé de produire ? » - une question rhétorique évidemment - indique que nous avons encore beaucoup de chemin à faire avant d'y arriver.

Selon notre appréciation, le débat autour de l'économie, autour des conditions d'une relance durable n'atteint pas encore pleinement son potentiel à Madagascar. L'économie n'est pas uniquement une question technique, plus que ça, c'est une question politique !

Personne ne l'a mieux formulé que l'ancien président américain Bill Clinton. Pour le dire dans ses mots : « It's the economy, stupid » - que nous pouvons traduire assez simplement par « c'est l'économie, idiot ! » Ce qu'il voulait dire c'est que l'économie joue le rôle central dans la politique. Dans les pays développés, les débats entre les partis politiques et les différents candidats tournent le plus souvent autour de visions et programmatiques économiques différentes. A Madagascar, néanmoins, ceci n'est encore le cas. Les débats sont hautement personnalisés, ils tournent surtout autour de postes et des questions de légitimité. Rares sont les cas où les leaders politiques s'affrontent autour de visions comme : comment lutter contre la pauvreté ? Comment soutenir les paysans ? Comment financer les industries ? Ces questions sont ignorées par les débats entre politiques. Les débats d'idées restent minimes, malheureusement.

Les économistes de l'autre côté, qui devraient servir de conseillers aux leaders des partis, semblent se sentir plus à l'aise en se distanciant de la politique. Il semble qu'ils préfèrent se concentrer sur des modèles abstraits que de s'immiscer dans la conception de la politique économique du pays. Ceci est dommage. Parce que la politisation des questions économiques est nécessaire. L'économie nous concerne tous, elle est trop importante pour l'ignorer, comme le font de nombreux politiciens, ou pour la laisser aux seuls débats quelquefois un peu stériles des économistes. Il y a un devoir de vulgarisation afin d'inclure la grande majorité des citoyens - parce que les décisions qui sont prises en politique économique affectent tout le monde, et dans une bonne démocratie tout le monde devrait être capable de donner son avis sur le sujet. Nous espérons que notre forum, en posant des questions pertinentes, contribuera à élargir et à vulgariser le débat économique.

Mesdames, Messieurs,

Le choix de la production industrielle comme thématique de cette journée est délibérée. L'économie en Afrique démontre certaines caractéristiques qui la distinguent des économies d'autres continents. Je crois qu'aucun politicien initié n'a mieux capturé la nature ou l'essence même du sous-développement économique de l'Afrique que Julius Nyerere. L'ancien président de la Tanzanie a effectivement affirmé que – je cite – « nous en Afrique nous ne consommons pas ce que nous produisons. Et nous ne produisons pas ce que nous consommons. »

Ce qu'il décrit est une distorsion de notre économie à Madagascar, comme en Afrique. Parce que pourquoi produisons-nous au bout du compte ? Nous produisons pour pouvoir consommer, parce que nous avons des besoins et parce que nous voulons consommer. Il y a donc un lien quasi-naturel entre production et consommation. Un lien qui est coupé en Afrique.

Pour mieux comprendre le problème, il suffit d'aller dans un supermarché ici, ou même sur un marché de ville. On s'aperçoit vite que presque 90% des marchandises non-agricoles sont des produits importés. Madagascar ne produit pas – surtout pas assez – pour subvenir aux besoins de sa propre population. On ne vit pas seulement de riz, et même le riz ou une bonne partie de la consommation locale en riz est importé.

Et ce que nous produisons à Madagascar, et prenons comme exemple le nickel ou la vanille, qui figurent parmi les premiers produits d'exportation, sont des produits qui ne sont pas consommés, ou peu, sur place. Ce que Madagascar produit est destiné aux marchés mondiaux, mais pas orienté vers les besoins de sa population.

Mais, Mesdames, Messieurs, si nous ne produisons pas à Madagascar, et je vous le demande : êtes-vous encore surpris qu'une énorme partie de la population se trouve au chômage ? Que des milliers de gens qui se promènent dans les rues de Tana manquent d'emplois décents et stables ? 94% de la population à Madagascar se trouve dans secteur informel. Je ne dirai pas qu'ils ne travaillent pas – ils doivent faire quelque chose pour survivre – mais la plupart ne font pas des travaux productifs, mais c'est souvent du négoce et du bricolage, ce n'est pas de la production !

Produire finalement, si on quitte le champ de l'artisanal, nécessite une industrie. Sans industries, pas de production. Et nous savons tous que l'état de l'industrie à Madagascar laisse beaucoup à désirer. Dani Rodrik, un des plus éminents économistes du développement, parle de « l'impératif de l'industrie manufacturière », comme secteur central, moteur de tout développement. Un pays qui ne produit pas de manière industrielle ne sera jamais un pays riche. Ce n'est donc point surprenant qu'on nomme les pays riches aussi pays industrialisés ! La Commission économique pour l'Afrique, le premier think tank des Nations Unies pour la conception de la politique économique sur le continent, basé à Addis-Abeba, l'a bien compris. Son rapport annuel sur l'économie en Afrique s'intitulait « industrialisation par le commerce », l'année dernière. Cette année il porte le titre « vers une industrialisation verte en Afrique ». Et l'année prochaine il tourne autour de « l'industrialisation et l'urbanisation » Vous voyez donc qu'il y a une thématique qui est récurrente. Et qu'on a compris, à Addis-Abeba au moins, que sans s'industrialiser l'Afrique ne s'en sortira jamais de la pauvreté.

Ces discours au niveau international, faits durant les grandes conférences, sont certes très beaux. Cependant, il faut se poser la question si la réalité dans nos pays les reflète déjà. L'impératif de l'industrialisation joue-t-il le rôle central dans tous nos programmes nationaux de développement ou, comme c'est souvent le cas, l'industrie figure-t-elle parmi une myriade de priorités, et n'est qu'une thématique parmi d'autres, pas nécessairement comprise comme le moteur et l'objectif du développement ? C'est aussi de cela dont nous aimerions discuter aujourd'hui.

Mesdames, Messieurs,

Si on peut parler d'une certaine marginalisation de l'industrie, ceci est probablement lié à une conception de la richesse qui ne considère pas l'industrie comme un facteur majeur. « Madagascar est riche ! » Mesdames, Messieurs, combien de fois avons-nous déjà entendu cette phrase ? Chaque conducteur de taxi l'affirme avec la plus grande conviction. Madagascar est riche, parce qu'elle dispose de tout. C'est un pays béni de Dieu, un beau pays certes, mais surtout un pays qui est doté d'une abondance de ressources naturelles et minérales. Et ces ressources, c'est le narratif, seraient la base de sa richesse !

Mais si je consulte les données de la Banque Mondiale, je vois une autre réalité. Je vois que 92% des Malgaches sont pauvres, je vois que 50% des enfants sont mal-nourris, je vois que des centaines des milliers de Malgaches dans le Sud du pays souffrent actuellement une crise humanitaire. N'y a-t-il pas un paradoxe là entre cette prétendue richesse et la misère apparente ? Les économistes connaissent ce phénomène, ils l'ont même nommé : ils parlent du « paradoxe de l'abondance ». C'est justement parce qu'il est si facile de devenir riche, pour une petite frange de la population, en exploitant les richesses minières du pays, qu'on a négligé la majorité de la population : son éducation, sa santé, son bien-être. Parce que ce ne sont pas les ressources naturelles qui devraient être à la base de notre définition de la richesse. Tout au contraire, ça devrait être la population. Le



développement n'est rien d'autre que de donner du travail à la population et veiller l'évolution de ses talents, de ses capacités productrices. Le meilleur exemple pour ceci se trouve juste à côté. A Maurice, une île presque complètement dépourvue de ressources naturelles, la population y est en moyenne 25 fois plus riche que la population à Madagascar. Parce que Maurice, faute aussi d'alternative, a misé sur sa population, l'a éduqué, l'a soigné, et a ainsi développé une économie productrice pour subvenir à ses besoins.

Se concentrer uniquement sur les ressources naturelles est une route dangereuse, qui mène à la dépendance et à l'instabilité. Parce que les prix de ces matières ne sont pas déterminés ici, et ils varient fortement ! Le Nigéria, qui s'est encore réjoui il y a deux ans d'être devenu la plus grande puissance économique de l'Afrique, est aujourd'hui – après l'extrême chute du prix du pétrole – au bord de la banqueroute. Dépendre seulement de l'exploitation minière n'est pas une stratégie durable pour un pays comme Madagascar, qui devrait nourrir une population de 40 millions d'ici 15 ou 20 ans.

Mesdames, Messieurs,

Nous pouvons nous permettre cette négligence de la production locale aussi parce qu'il y a d'autres qui produisent pour Madagascar. Ce sont la Chine, l'Afrique du Sud, la France, l'Allemagne, l'Inde qui sont les pays d'origine de la plupart des produits et des marchandises qui se vendent ici sur les marchés. La question pour les producteurs malgaches est donc comment faire face à cette concurrence internationale, qui quelquefois se présente aussi sous l'angle d'une concurrence déloyale ?

Madagascar est un pays qui a pleinement souscrit à la doctrine du libre-échange, doctrine qui prône que la libéralisation totale du commerce serait à l'origine de la prospérité. Il est vrai que c'est très bien de se dire que le pays a maintenant accès à d'énormes marchés : 450 millions de consommateurs, en Europe seulement, un réservoir énorme grâce à la signature de l'APE.

Mais force est aussi de constater que le pays manque d'entreprises exportatrices ; le potentiel existe, certes, mais reste inachevé. Et n'est-il pas le cas que le libre-échange profite peut-être plus aux autres qu'aux Malgaches ? Que ce sont plutôt les produits européens qui envahissent le marché local que le contraire ?

Au niveau continental nous constatons actuellement un tournant idéologique. Carlos Lopes, secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique des Nations Unies basée à Addis-Abeba, dénonce des accords commerciaux qui vont à l'encontre des intérêts africains. Il parle de la nécessité d'un « protectionnisme intelligent ». Parce que le libre-échange ne sert à rien si on ne dispose pas d'une base industrielle nationale. Et construire cette base face à une concurrence internationale hyperpuissante s'avère presque impossible.

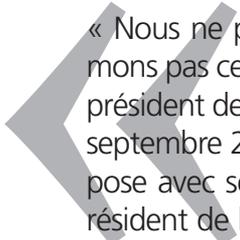
Ha-Joon Chang, professeur à Cambridge et un des experts les plus éminent du miracle économique sud-coréen mais aussi un invité fréquent à Addis-Abeba, rappelle que tous les pays développés se sont industrialisés grâce à des politiques interventionnistes. Beaucoup de pays qui ont pratiqué – avec succès – ce que l'économiste allemand Friedrich List appelle « la protection des industries naissantes ». Parce qu'il ne s'agit pas de se retirer des marchés mondiaux, ou de renoncer aux exportations, mais il s'agit de bien connaître ses propres intérêts nationaux et de créer d'abord les conditions pour une base industrielle exportatrice avant de se lancer dans une libéralisation totale des échanges. On peut aussi dire qu'il n'est pas possible de s'industrialiser sans bien gérer sa politique commerciale.

Mesdames, Messieurs,

Je vais terminer ces mots de bienvenue. La FES s'est efforcée, pour cette journée de débat, à inviter des intervenants de qualité – parmi eux des politiciens, des économistes, des conseillers du président et des représentants du secteur privé – pour assurer des discussions intéressantes et si possible contradictoires. Et il est à rappeler que ces discussions ne sont pas le privilège de nos chers intervenants mais que vous tous, êtes appelés à vous prononcer, à poser des questions, à émettre des commentaires, afin de réaliser un débat démocratique sur des questions économiques qui sont d'une importance éminente pour le développement de Madagascar.

Je vous souhaite donc une agréable journée. Merci beaucoup de votre aimable attention !

INTRODUCTION



« Nous ne produisons pas ce que nous consommons. Et nous ne consommons pas ce que nous produisons ». Cette citation de Julius Nyerere, premier président de la Tanzanie, a été au cœur d'une série de débats organisée le 23 septembre 2016 par la Friedrich Ebert Stiftung (FES). Cette problématique se pose avec sévérité à Madagascar où, selon Marcus Schneider, représentant résident de la FES, « 90% des produits non agricoles dans les supermarchés et les divers marchés de la capitale relèvent de l'importation ».

Comme de nombreux pays africains, Madagascar continue encore aujourd'hui d'exporter des matières premières et agricoles non transformées tandis qu'il importe des produits manufacturés et de haute technologie. L'industrie joue pourtant un rôle crucial dans le développement d'un pays. Elle en constitue l'un des moteurs en termes de valeurs ajoutées et d'emplois. Les pays dits développés sont ceux qui se sont industrialisés, et ils se distinguent des pays pauvres par leur capacité industrielle.

Est-ce donc parce que la Grande île ne dispose pas de suffisamment d'unités de production manufacturières, que les emplois décents y sont rares, et le pouvoir de consommer plutôt faible ? Est-ce parce que Madagascar transforme peu ses ressources naturelles que plus de 90% de sa population vit sous le seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour ? La relance de l'économie doit-elle alors forcément passer par la relance de l'industrie ? Le développement industriel doit-il être la priorité des priorités pour relancer l'économie, ou doit-il n'être qu'une priorité parmi tant d'autres ? Et si l'industrie devait être considérée comme une priorité pour développer le pays, comment la relancer ? Quelle stratégie mettre en œuvre pour la développer ? Comment la rendre compétitive sur la scène internationale ?

Toutes ces questions ont été abordées lors du Forum sur le développement industriel organisé le 23 septembre. Sur une série de quatre débats, les discussions ont porté sur le rôle central de l'industrie, la possible malédiction des ressources naturelles, l'impact de la souscription du pays aux dogmes de la libre-échange sur l'industrie, et le rôle du secteur financier dans la relance de l'économie et de l'industrialisation.

Plusieurs acteurs du secteur public et du secteur privé, de la société civile et du monde politique ont pris part aux débats en tant qu'intervenants, tandis que l'assistance, venue nombreuse pour l'occasion a réuni de nombreuses personnalités issues de divers horizons, allant des responsables politiques aux jeunes étudiants, en passant par des hommes d'affaires, des militants et des activistes de diverses associations et ONG, ainsi que des journalistes et les auditeurs du YLTP 2016.

PROGRAMME

08h45 – 09h30 :

09h30 – 09h45 :

09h45 – 11h15 :

Panélistes :

Accueil des invités

Discours, M. Marcus Schneider, Représentant Résident, FES

Le rôle central de l'industrie : « Nous ne produisons pas ce que nous consommons. Et nous ne consommons pas ce que nous produisons »

M. Olivier Donat Andriamahefaparany, Consultant

M. Christian Rajaosafara, Vice-Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM)

M. Hyacinthe Befeno, Conseiller du Président de la République

Mme Lova Rabary-Rakotondravony, Journaliste

Modérateur :

11h15 – 11h30 :

PAUSE

11h30 – 12h45 :

Panélistes :

Madagascar : Malédiction des ressources naturelles ?

M. Hajanirina Randria Arson, Chargé de Programme Ressources Naturelles, Transparency International-Initiative Madagascar

M. Mejamirado Razafimihary, SIM

M. Hyacinthe Befeno, Conseiller du Président de la République

M. Eryck Randrianandrasana, Coordinateur Projet Taratra

Mme Sandratirina Andriambolatiana

Modérateur :

14h30 – 15h45:

L'industrie et le commerce : Avons-nous souscrit trop précocement aux dogmes du libre-échange ? Madagascar est-elle prête à faire face à la concurrence internationale ?

Panélistes :

M. Rivo Rakotondrasanjy, Secrétaire Général du Fivondronan'ny Mpan-draharaha Malagasy (Fivmpama – Groupement du patronat malgache)

M. Freddie Mahazoasy, Vice-Président, Assemblée Nationale

Mme Misa Rasolofoarison, Chef du Service des Relations Bilatérales, Ministère du Commerce et de la Consommation

Mme Estelle Andriamasy

Modérateur :

16h00 – 17h15:

Le rôle du secteur financier dans la relance de l'économie et de l'industrialisation : Les banques jouent-elles leur rôle ?

Panélistes :

M. Mamy Ravelomanana, Professeur d'économie, Université d'Antananarivo

M. Barijaona Ramaholimihaso, Secrétaire Général, BNI

M. Christian Rajaosafara, Vice-Président, SIM

M. Andriavalomanana Razafiarison, Vice-Président, FIVMPAMA

Mme Olivia Rajerison

Modérateur :

→ DEBAT 1 – LE ROLE CENTRAL DE L'INDUSTRIE

L'industrie manufacturière a été identifiée par les économistes du développement comme le moteur du développement. Les pays riches se distinguent des pays pauvres par leur capacité industrielle. Dani Rodrik, un des économistes les plus renommés de la planète, parle de « l'impératif de l'industrie manufacturière ». Un pays qui ne produit pas de manière conséquente restera un pays pauvre. Miser uniquement sur l'exploitation et l'exportation des matières premières n'est qu'un modèle de développement possible pour des petits pays. Madagascar avec 40 millions d'habitants d'ici 20 ans ne pourra pas se permettre de se concentrer uniquement sur le secteur minier.

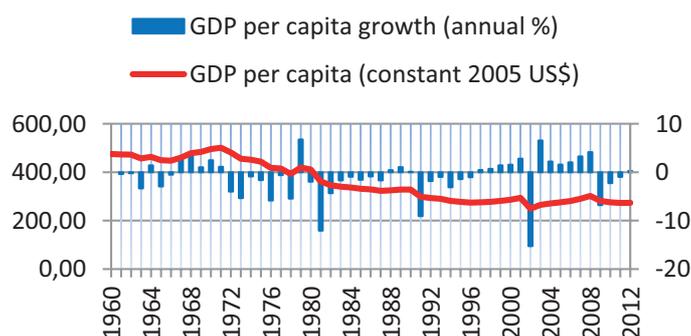
Mais quel est l'état de l'industrie malgache ? Est-elle en émergence ? Quels sont les défis auxquels elle fait face ? Et où se trouve le rôle de l'Etat dans la mise en œuvre d'une politique industrielle ? Y-a-t-il une réelle volonté politique de poursuivre l'industrialisation ? Ou l'industrie n'est-elle qu'une priorité parmi tant d'autres ?

I – L'état de l'économie malgache

Dans son exposé sur les enjeux et les défis de l'industrialisation, Olivier Donat Andriamahefaparany, consultant ayant participé à l'élaboration de la politique nationale de l'industrie, rappelle qu'en 56 ans d'indépendance, l'économie de Madagascar n'a cessé de décroître. De 475 dollars en 1960, son produit intérieur brut par habitant (PIB/hab) n'est plus que de 270 dollars en 2012. Cette chute du PIB se traduit par une paupérisation grandissante de la population dont 92% vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté avec moins de 2 dollars par jour. Son niveau maximum est atteint en 1971 avec un PIB/hab de plus de 500 dollars, pour ensuite ne cesser de chuter.

En matière de croissance, la courbe évolue en dents de scie. Olivier Donat Andriamahefaparany distingue quatre périodes de croissance qui ont toutes été anéanties par quatre crises politiques (1972, 1991, 2001-2002, et 2009). Les périodes de croissance, fait-il remarquer, ont été « suivies d'une crise politique causant la chute du régime en place », au point qu'il se demande si la croissance économique n'entraîne pas des bouleversements sociaux. Une remarque qui met en évidence les liens étroits entre la croissance économique et la structure sociale qui constituent un domaine d'études privilégié par les experts en développement.

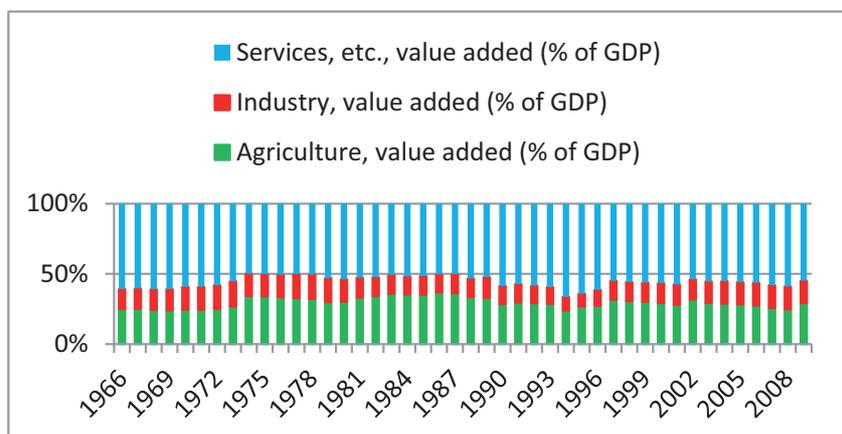
➡ La croissance à Madagascar



Sources : WDI, Banque mondiale – Graphique présentée par Olivier Donat Andriamahefaparany.

L'économie malgache n'a pas non plus connu de transformation structurelle profonde depuis 1960. « La structure du PIB est restée inchangée avec un secteur primaire estimée en moyenne à 30% du PIB, un secteur secondaire à 14% et un secteur tertiaire à 66% du PIB national », poursuit le consultant qui conclut à « une économie bloquée au stade d'économie agricole ». Cette situation est d'autant plus dramatique que le secteur agricole occupe 75% de la population active qui ne contribue donc qu'à seulement 30% du PIB national.

➔ La structure du PIB de 1966 à 2009



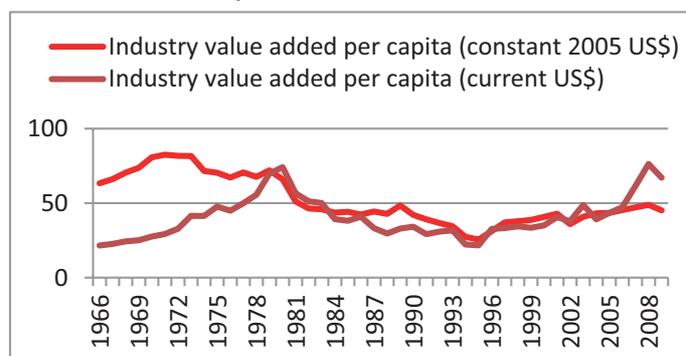
Sources : WDI Banque mondiale, Graphique présentée par Olivier Donat Andriamahefapary

Ce caractère figé de la structure économique est fortement corrélé avec la stagnation, voire la régression de l'économie de Madagascar. Il en est de même de la faible performance industrielle. Le secteur secondaire ne contribue à Madagascar qu'à hauteur de 14% du PIB en moyenne.

II – Un secteur industriel diversifié mais peu performant

La valeur ajoutée manufacturière par habitant a été de 45 dollars en 2010 et a fluctué entre 25 et 80 dollars entre 1960 et 2010. De plus de 80 dollars par habitant en 1970, cette valeur ajoutée manufacturière a atteint son plus bas niveau en 1995, 25 dollars par habitant, avant de connaître une légère amélioration pour atteindre 49 dollars par habitant en 2008. Le taux de croissance industrielle est généralement négatif entre 1970 et 2010 bien que des pics de croissance positive soient enregistrés à la veille des périodes de crise politique.

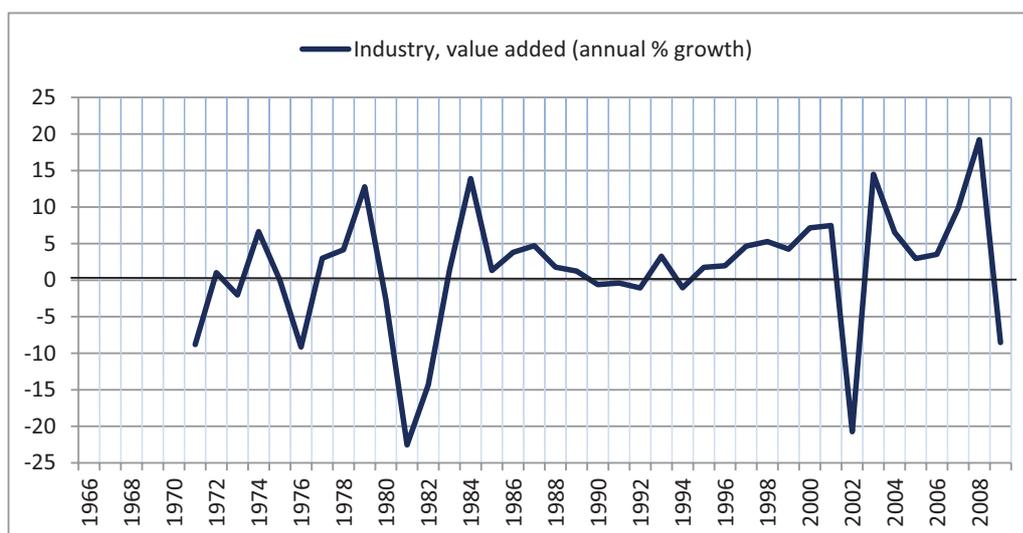
➔ Le PIB industriel par habitant



Sources : WDI, Banque mondiale et Olivier Donat Andriamahefapary



Le taux de croissance industrielle



Sources : WDI, Banque mondiale et Olivier Donat Andriamahefaparany

Christian Rajaosafara, Vice-Président du SIM, explique la faible performance du secteur industriel par quatre raisons essentielles :

- ☞ Un environnement économique peu favorable ;
- ☞ Des ressources humaines peu compétentes ;
- ☞ Des produits pas suffisamment compétitifs par rapport aux produits importés, ce qui engendre une concurrence déloyale ;
- ☞ Des Malgaches peu sensibilisés à la consommation du « Vita Malagasy » qui est pourtant primordial pour le développement.

Hyacinthe Befeno, membre du Collège des Conseillers Economiques du Président de la République, rappelle que les grandes industries se sont créées en 1960. Il souligne qu'à l'époque, la plupart des grands industriels avaient un pied dans l'administration, ce qui n'était pas toujours une bonne chose pour le secteur. Sans excuser l'Etat qui n'avait pas toujours fait ce qu'il pouvait et ce qu'il devait, il reproche également aux industriels malgaches de s'empêcher de croître en restant dans un monopole déguisé.

Aujourd'hui, le tissu industriel est particulièrement diversifié, avec beaucoup de secteurs, bien qu'un certain nombre d'entre eux ne soient pas à l'aise dans le marché malgache, ainsi que l'indique Christian Rajaosafara, Vice-Président du Syndicat des Industries de Madagascar (SIM). Il parle notamment de 18 branches d'activités, allant de l'agro-alimentaire à l'industrie métallique, en passant par l'industrie extractive, l'énergie, le cuir, le bois, les matériaux de construction, la pharmacie et bien d'autres.

Olivier Donat Andriamahefaparany classe ces branches du secteur industriel en trois familles :

- Les industries en croissance soutenue qui ont un poids significatif et qui sont en croissance soutenue, comme les industries alimentaires et de boissons ;
- Les industries à fortes potentialités dont le poids économique est faible mais le taux de croissance élevé et continu, comme les industries du bois et de matériaux de construction ou encore les industries métalliques ;
- Les industries à faible compétitivité qui ont un faible poids économique et un faible taux de croissance lorsqu'ils ne sont tout simplement pas en décroissance.

Les branches de l'industrie

	Taux de croissance annuel				Poids du secteur (% du PIB industriel)			
	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012	1985-1992	1992-1999	1999-2006	2006-2012
Secteur secondaire	1.33%	2.36%	2.71%	2.44%	100.00%	100.00%	100.00%	100.00%
Secteur secondaire hors ZFI	1.23%	1.39%	1.76%	3.05%	99.86%	95.69%	89.06%	87.19%
Agro-industrie	-2.14%	-3.90%	-8.22%	7.54%	7.52%	4.88%	2.88%	2.47%
Industrie extractive	4.35%	-5.71%	6.23%	21.44%	1.82%	1.74%	1.77%	2.86%
Energie	8.57%	3.58%	-1.28%	4.11%	13.39%	16.52%	13.76%	13.05%
Industrie alimentaire	1.12%	1.29%	0.28%	2.76%	20.23%	20.55%	18.13%	17.97%
Industrie boissons	8.89%	10.76%	4.44%	6.49%	9.00%	13.21%	18.56%	20.81%
Industrie tabac	-1.20%	4.22%	3.49%	-2.89%	5.80%	5.52%	6.10%	4.83%
Industrie corps gras	5.15%	-4.08%	1.49%	-1.39%	5.35%	4.35%	3.04%	2.59%
Pharmacie	2.09%	1.72%	2.12%	-0.10%	4.48%	4.35%	3.83%	3.52%
Industrie textile (hors ZFI)	-4.43%	-12.13%	-4.76%	-4.12%	10.39%	5.18%	1.84%	1.04%
Industrie cuir	-3.70%	-10.96%	-4.67%	-1.23%	2.32%	1.29%	0.42%	0.29%
Industrie bois	4.59%	5.63%	1.70%	-3.75%	2.05%	2.84%	2.74%	2.22%
Matériaux de construction	-0.85%	7.27%	2.83%	5.18%	2.24%	2.46%	2.71%	3.18%
Industrie métallique	-6.77%	11.33%	9.10%	4.17%	1.71%	2.13%	3.57%	4.92%
Matériels de transport	-0.86%	4.20%	3.27%	-2.42%	1.77%	1.75%	1.64%	1.40%
Industrie électrique	-0.46%	-5.33%	6.20%	-14.51%	5.57%	5.48%	5.86%	3.94%
Industrie papier	-6.15%	-7.73%	-4.83%	6.83%	4.35%	2.25%	0.94%	0.80%
Autres	-1.04%	-2.46%	10.73%	-2.54%	1.87%	1.11%	1.26%	1.30%
Zone Franche Industrielle	0.00%	50.68%	12.16%	-2.05%	0.14%	4.31%	10.94%	12.81%

Sources : INSTAT, calcul et évaluations faits par Adamson Andrianirina Rasolofo, L'industrie comme moteur de croissance économique à Madagascar, CREAM, Cahier 22, Février 2014, tableau présenté par Olivier Donat Andriamahefapary.

La tragédie de la croissance et la régression économique du pays, conjuguées avec une faible performance de l'industrie et une pauvreté qui se présente sous une diversité de formes, font de Madagascar un pays pauvre qui aurait besoin d'une politique industrielle pour pouvoir sortir de la pauvreté et pour pouvoir sortir sa population active du secteur informel dans laquelle elle s'englué. Une nouvelle politique industrielle devrait permettre de déchaîner les forces productives, et de permettre au pays de passer de l'exploitation des ressources à la création d'emplois pour la population.



II – De la nécessité d’une nouvelle politique industrielle

La politique industrielle, selon Michael Porter, économiste et professeur de stratégie à Harvard, s’entend comme « un ensemble d’interventions étatiques englobant à la fois des interventions sur l’environnement des affaires indispensables pour promouvoir le développement du tissu d’entreprises et l’amélioration de la compétitivité et des interventions directes auprès des entreprises de préférence ciblées dans des secteurs peu nombreux mais bien identifiés, pour les aider à surmonter l’importance des goulets d’étranglement et les nombreuses imperfections de marché ».

De nombreux pays aujourd’hui considérés comme avancés ont adopté une politique industrielle comme instrument de développement. Cet instrument les a alors transformés en pays modernes et prospères, nouveaux pôles mondiaux de croissance. Peuvent être considérés comme des expériences réussies la révolution industrielle en Europe et aux USA, le développement industriel japonais, le miracle de l’Asie du Sud-Est ainsi que les stratégies de rattrapage des pays émergents comme les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Corée du Sud et Afrique du Sud).

Les exemples de quatre pays dont Madagascar peut s’inspirer sont mis en avant : la Corée du Sud, le Costa Rica, l’Indonésie et le Bangladesh. La croissance de la production industrielle était le moteur du développement économique de ces pays. Le développement de l’industrie a été possible dans ces pays grâce :

- à une politique volontariste sélective à travers le choix des filières à soutenir ou à travers des appuis sectoriels transversaux (énergie, formation, etc ...)
- à l’interventionnisme d’un Etat fort et développementiste, s’appuyant sur une administration bureaucratique et méritocratique (Corée du Sud), ou soutenant des institutions privées avec un grand pouvoir de lobbying (le Board of investment du Costa Rica ou les Associations des Industriels du Textile et des Accessoires au Bangladesh).

Les expériences de ces pays montrent que l’industrialisation constitue :

- un moyen de diffusion et de création de progrès technique et d’innovation industrielle,
- un moyen d’amélioration de la productivité de la main d’œuvre
- un moyen d’augmenter le revenu par habitant et d’améliorer la qualité de vie de la population.

Pour atteindre ces objectifs, l’intervention de l’Etat, par le biais d’une politique industrielle apparaît donc nécessaire et primordiale.

III – Le processus de mise en place d’une politique industrielle à Madagascar

Conscientes de l’importance de l’industrialisation pour résoudre les problèmes de développement du pays, les autorités publiques ont lancé le processus d’élaboration d’une politique industrielle. Celle-ci devrait définir dans quelle direction et jusqu’où l’Etat peut intervenir. Dans cette démarche, l’adoption d’une vision claire et commune est primordiale. L’industrialisation étant un choix de société, une vision globale et une entente entre les différents acteurs sur le type de société à développer doivent constituer la ligne directrice du processus,



ainsi que l'indique Raymond Razafindrakoto, ancien économiste principal du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), présent au cours du débat.

Pour Hyacinthe Befeno, « le développement de l'industrie a besoin d'un consensus national ». « La loi ne doit pas faire l'objet d'un marchandage politique », souligne-t-il. « Il faut dépasser les méfiances réciproques entre le secteur public et le secteur privé », estime, alors, Olivier Donat Andriamahefaparany qui soutient que « souvent, le secteur public considère le secteur privé comme étant uniquement à l'affût des profits, tandis que le secteur privé considère les autorités publiques comme n'étant pas à la hauteur du développement économique ». Le SIM, par le biais de son Vice-Président, reconnaît l'importance de cette vision commune, qui ne se modifie pas au gré des changements de régime politique. « Le pays a aujourd'hui besoin d'un cap », signale Christian Rajaosafara, car jusqu'ici, « si tous les régimes politiques ont eu une vision de l'industrie, celle-ci était généralement unilatérale et n'était pas concertée, ce qui créait des problèmes dans son exécution ». La démarche actuelle se veut alors la plus inclusive possible, impliquant aussi bien les grandes industries que les petites et moyennes industries.

La vision commune de la politique en cours d'élaboration, indique Olivier Donat Andriamahefaparany, est de « doter Madagascar d'un tissu industriel dynamique et compétitif, moteur du développement économique et durable de Madagascar ». Les objectifs sont de :

- transformer la structure de l'économie et d'augmenter significativement le poids de l'industrie dans le PIB national à plus de 25% contre 15% actuellement,
- rendre compétitif le tissu industriel et réussir le passage d'une industrie à faible valeur ajoutée vers une industrie à haut niveau de technologie. Plus spécifiquement, il s'agira de :
 - renforcer la compétitivité des industries locales pour faire face à la concurrence et satisfaire le marché domestique ;
 - appuyer les industries à améliorer leur compétitivité et conquérir le marché international ;
 - mettre en place un environnement global des affaires favorable au développement du secteur privé en général, et du tissu industriel en particulier.

Pour atteindre ces objectifs, de grandes orientations sont définies, telles que :

- des mesures d'appui pour la relance à court terme du secteur industriel,
- le renforcement de la gouvernance économique (harmonisation et alignement des différentes politiques sectorielles pour une meilleure synergie en faveur du développement industriel...);
- l'amélioration de l'environnement des industries malgaches ;
- la mise à niveau des industries existantes ;
- la promotion de l'industrialisation rurale et régionale ;
- l'incitation à l'exportation vers les marchés régionaux et internationaux ;
- le pilotage proactif de la transformation de notre industrie vers une industrie technologique à plus haute valeur ajoutée.

Plus concrètement, il s'agira aussi et surtout de :

- adopter une loi sur le développement industriel (LDIM) qui prévoit des mesures incitatives en termes d'accès au financement ou de package fiscal,
- définir les filières prioritaires qui feront l'objet d'un appui particulier en termes d'incitations fiscales et douanières d'autant que la Grande île est un pays qui dispose de beaucoup de potentiels,
- définir une politique énergétique dans la mesure où l'énergie constitue une question primordiale et stratégique pour le développement industriel et d'autant qu'elle représente aujourd'hui 45% du prix de revient de l'industrie,
- améliorer l'enseignement technique et professionnel pour doter le pays des compétences et des ressources humaines utiles à son développement : dans les 70 propositions soumises par le SIM dans le cadre du processus, 14 points concernent les ressources humaines ;
- transcrire la volonté de l'Etat dans les budgets alloués aux ministères concernés par le développement de l'industrie ;
- développer les infrastructures de production ;
- développer des normes sur les produits et appliquer les sanctions sur ceux qui ne respectent ni n'appliquent pas ces normes ;
- favoriser un système de financement permettant le développement industriel, telle que la mise en place d'un fonds de développement industriel qui facilitera l'accès des promoteurs industriels au financement ;

→ **DEBAT II – MADAGASCAR EST-IL VICTIME DE LA MALEDICTION DES RESSOURCES NATURELLES ?**

« Madagascar est riche, mais sa population est pauvre ». Combien de fois a-t-on déjà entendu cette phrase ? Madagascar, une terre bénie par Dieu, un pays qui possède tous les atouts, mais qui se trouve néanmoins à la fin de tous les classements et qui concourt au titre du pays le plus pauvre du monde.

La science économique connaît la « malédiction des ressources naturelles », appelée aussi « le paradoxe de l'abondance » pour expliquer pourquoi des pays qui sont apparemment bénis par une grande disponibilité de richesses naturelles sont souvent des pays économiquement pauvres et politiquement instables. Ce qui semble être le cas à Madagascar. La richesse par tête est parmi les moindres au monde. Le petit voisin, l'île Maurice, qui souffre d'une quasi-absence de ressources naturelles et minières a une population qui dispose en moyenne de 25 fois plus de richesse que la population malgache.

Madagascar souffre-t-elle de la malédiction des ressources naturelles ? Est-ce l'abondance qui est à l'origine d'un blocage du développement ? Ou y-a-t-il d'autres facteurs qui expliquent la stagnation économique et la misère sociale ? Quel est le rapport entre potentiel minier et blocage du développement ?

Le blocage de développement pourrait-il s'expliquer par le fait que les élites malgaches s'accommodent très bien des structures extractivistes ? Elles ne seraient donc que très peu enclines à poursuivre un vrai développement du pays passant par l'établissement d'une industrie productrice locale. Et à cause de l'inexistence d'une véritable pression populaire par la présence de vrais partis politiques ancrés dans la population, il n'y a pas de développement.

I – Qu'est-ce que la malédiction des ressources minières ?

La malédiction des ressources naturelles est la corrélation négative entre l'abondance des ressources naturelles et la croissance du produit intérieur brut (Sachs et Warner, 1995). Dans certains pays victimes de cette malédiction, les ressources naturelles sont exploitées sans profiter à la population. On parle également du syndrome hollandais dans la mesure où les activités économiques de ce pays ont stagné dans les années 70 après la découverte d'un large gisement de gaz naturel. D'une manière générale, cette malédiction est due au fait que l'exploitation des ressources naturelles génère habituellement de larges profits qui vont conduire au développement de l'activité minière au détriment des autres secteurs de l'économie. L'accroissement du revenu national et de la demande entraînent des pressions inflationnistes, tandis que l'afflux de capitaux se traduit par un excédent commercial et s'accompagne d'une appréciation du taux de change réel. « Au lieu d'apporter un développement vertical, le secteur minier apporte uniquement un développement horizontal », souligne Hajanirina Randria Arson.

Peut-on parler d'une situation similaire sur la Grande île ?

En 2012, le secteur minier contribue à hauteur 2,12% du PIB. Ce taux reste marginal compte tenu de la richesse du pays et de ses potentialités. Par ailleurs, le secteur minier reste encore dominé par les mines artisanales qui sont peu développées et qui alimentent surtout l'économie souterraine, avec ce que cela suppose comme perte pour l'Etat, notamment dans le secteur de l'or et des pierres précieuses. Hajanirina Randria Arson parle de 250 millions de dollars de pertes en 2011.

La mauvaise gouvernance, la corruption et l'opacité des cadres légaux sont autant de raisons qui font alors que l'exploitation des ressources minières du pays ne bénéficie pas à la population. A cela s'ajoutent l'absence d'une industrie et des compétences qui permettent de transformer localement les ressources. Pour Hajanirina Randria Arson, « c'est plus la façon de gérer les ressources qui est à l'origine du blocage du développement et non l'abondance des ressources elles-mêmes ». Mejamirado Razafimihary du SIM évoque également « l'absence de concertation » dans la gestion de ces ressources comme à l'origine de l'absence d'impacts des exploitations minières sur la population. Hyacinthe Befeno, Conseiller du Président de la République, pour sa part, refuse de parler de malédiction dans la mesure où « pour parler de malédiction, il faut qu'il y ait exploitation ». Or, pour l'instant, « Madagascar est davantage dans l'exploration que dans l'exploitation », poursuit-il.

Il apparaît donc que la Grande île ne subit pas la malédiction des ressources naturelles. Celles-ci ne profitent certes pas à la population, mais compte tenu de la faiblesse de leur contribution au PIB, ainsi que la dépréciation de la monnaie, on ne peut pas dire que leur exploitation constitue un frein au développement des autres secteurs d'activités. Outre la mauvaise gouvernance, le problème réside aussi dans le manque d'attractivité du pays qui freine les investissements nationaux et internationaux.

Les risques existent pourtant. Contribuant à 2% du PIB il y a quelques années, le secteur extractif contribue aujourd'hui de 10 à 15% du PIB, et représente jusqu'à 50% des recettes fiscales, comme l'a indiqué Hyacinthe Befeno. Cette croissance, tirée par l'exploitation des mines de QMM et d'Ambatovy, doit être accompagnée de certaines mesures surtout que les compétences malgaches n'ont pas été tout à fait prêtes pour accompagner l'arrivée de ces grands projets. Le fait que Ambatovy ait néanmoins décidé d'implanter son usine à Madagascar, avec ce que cela suppose comme valeur ajoutée pour le pays, constitue un point positif qui pourrait être dupliqué quand le pays choisira de miser sur l'exploitation de ses ressources naturelles. L'idée est de faire en sorte que le développement des industries extractives s'accompagne du développement des autres secteurs d'activité, et non le contraire. Pour prévenir les risques d'une malédiction des ressources naturelles, Madagascar doit se préparer.

II – Comment prévenir les risques d'une malédiction des ressources naturelles ?

Une exploitation à outrance sans réflexion ni concertation préalable constitue certainement une voie ouverte vers la malédiction des ressources naturelles. Le pays, s'il se décide à devenir un pays minier doit se préparer à éviter cette malédiction.

Les premiers efforts à faire pour éviter que le pays ne subisse le paradoxe de l'abondance sont ainsi de mettre à niveau les compétences malgaches. L'objectif est de faire en sorte que les Malgaches participent eux-mêmes à l'exploitation des ressources. Il est donc primordial d'investir dans la formation des jeunes en préparant une génération d'experts dans les divers secteurs que l'on souhaite exploiter, et d'adapter ainsi les parcours universitaires et les formations octroyées.

Par ailleurs, le pays ne doit pas se limiter à l'exploitation puis à l'exportation. La transformation locale des ressources constitue un paramètre à haute valeur ajoutée. Cela implique une implication de l'Etat dans la facilitation des implantations des industries de transformation, mais aussi dans la formation des ressources humaines.

Madagascar ne doit pas non plus miser uniquement sur le secteur minier, ont unanimement reconnu aussi bien les intervenants que les participants. Le secteur minier ne peut pas avancer tout seul : s'il peut être un moteur et s'il peut contribuer à booster l'économie, il doit avancer avec les autres secteurs.

La bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la mise en place de cadres légaux et réglementaires clairs sont autant d'aspect dont il faut également tenir compte. Les lois doivent par ailleurs être appliquées, et l'Etat doit avoir les moyens dans son rôle de régulateur des diverses activités.

La régulation du secteur aurifère actuellement dominé par les exploitants artisanaux et présentant le plus haut taux de risque de malédiction est aussi un aspect important à prendre en compte. Les petites mines qui se sont développées de manière quasi-anarchique ont engendré des problèmes sociaux très importants dans diverses localités, et il est primordial de s'atteler à la résolution de ces problèmes pour éviter qu'ils ne s'étendent.

Pour améliorer la gouvernance minière, il importe, souligne Hajanirina Randria Arson :

- ☞ de dénoncer la corruption qui gangrène le secteur ;
- ☞ d'appliquer les lois existantes,
- ☞ d'apporter des améliorations et des changements à certaines dispositions floues et contradictoires,
- ☞ de renforcer la société civile pour la rendre forte et indépendante,
- ☞ de collaborer pour plus de volonté politique,
- ☞ d'adapter les parcours universitaires aux besoins du secteur,
- ☞ d'adopter une politique de transformation locale des produits miniers, et d'arrêter les exportations brutes,
- ☞ pour l'Etat, de prêter plus d'attention aux inquiétudes de la société civile,
- ☞ de mieux informer les citoyens sur les procédures ainsi que les impacts positifs et négatifs de l'exploitation minière,
- ☞ pour l'Etat de mettre une politique de recouvrement des recettes fiscales, et d'affecter plus de budget au secteur pour la régularisation et le contrôle

Madagascar envisage actuellement de réformer les textes légaux sur les mines et le pétrole. Ce serait une occasion de trouver un véritable consensus national sur la question de l'exploitation des ressources naturelles, notamment minières et pétrolières, pour éviter que le pays ne sombre dans la malédiction des ressources naturelles.

Dans ce nouveau code, Madagascar ne doit donc pas miser uniquement sur l'attractivité fiscale. Hajanirina Randria Arson suggère la « prise en compte de la rareté des produits miniers et l'incitation à la transformation au niveau local ». Il estime que « le rôle du secteur minier dans un pays ne doit pas se résumer à l'unique stabilité de la monnaie locale, mais doit induire des développements connexes, pas uniquement dans la sous-traitance des services au niveau local, mais aussi dans la consommation des produits locaux ».



→ **DEBAT 3 – L'INDUSTRIE ET LE COMMERCE**

OMC, APE, AGOA, COMESA, SADC ... Madagascar est un pays qui a souscrit pleinement à la doctrine du libre-échange. Une doctrine qui prône que le commerce sans limites est une manière efficace et sûre de hausser la prospérité de tous. La pauvreté persistante du pays néanmoins ne met-elle pas en question cette théorie ? Force est de constater que les exportations de Madagascar n'ont pas atteint un état diversifié. A part le textile, la seule grande filière industrielle, ce sont les matières premières et agricoles non-transformées qui dominent les exportations. Certes, Madagascar dispose d'opportunités énormes sur les marchés internationaux, cependant, en l'absence d'une industrie locale forte, ce potentiel reste sous-achevé.

Pourtant, du côté des importations, tout existe à Madagascar. Les Malgaches pourraient-ils encore survivre sans les produits étrangers ? A part les denrées de base, tout est importé et très peu est fabriqué sur place. Mais si toute la production prend place à l'étranger, est-il surprenant qu'à Madagascar, la quasi-totalité de la population active se trouve au chômage et souffre du sous-emploi ?

I – Comment faire face aux produits étrangers ?

A Madagascar, 94% des entreprises, quelle que soit leur taille, se trouve dans l'informel. 90% d'entre elles exercent dans le commerce. Peu d'unités créent de la valeur ajoutée. La question se pose alors sur la manière dont le pays devrait aborder la problématique de l'intégration et comment il devrait procéder pour ne pas tuer cette industrie locale qui crée de la valeur ajoutée face à l'invasion des produits de consommation venant de l'étranger.

Pour Rivo Rakotondrasanjy, Secrétaire Général du Fivmpama, le pays doit s'ouvrir aux produits étrangers là où il n'a pas la possibilité de produire. Par contre, là où le pays a les capacités, l'intérêt est dans la « fermeture ». Les industries locales peuvent également être protégées à travers les appuis qui leur sont fournis dans la conquête des marchés étrangers avec lesquels la Grande île a souscrit des ententes de libre-échange. Ceux qui intègrent une filière susceptible d'intéresser les marchés étrangers devraient ainsi être favorisés. Les entreprises locales doivent être mieux incitées à produire, et des mesures devraient être prises pour réduire les coûts des facteurs qui limitent la compétitivité des industries locales.

Il ne s'agit pas d'un protectionnisme proprement dit : il faut mettre en place un cadre légal qui permette aux industries locales d'améliorer leur production et de ne pas se retrouver plombées par le fisc. « Il faut muscler les entreprises locales avant de les laisser affronter la concurrence des produits étrangers », martèle le SG du Fivmpama qui soutient que Madagascar a souscrit un peu tôt à la doctrine du libre-échange. « Comment les industries locales peuvent-elles être compétitives si l'on accepte que les produits importés entrent à Madagascar avec 0 taxe et 0 droit de douane alors que les industries locales sont plombées par le fisc » ? s'insurge-t-il.

« Il faudrait préparer les entreprises malgaches de manière à leur permettre de jouer sur le même terrain que les produits étrangers », soutient de son côté le Vice-Président de l'Assemblée Nationale, Freddie Mahazoasy, qui est également un ancien ministre du Commerce. Pour lui, les accords de libre-échange n'ont aucun intérêt et ne permettent nullement aux entreprises malgaches de gagner un quelconque profit si le secteur privé n'a pas les moyens d'améliorer leur productivité. La question de l'énergie dont le coût pèsent sur les coûts de facteur a, par exemple, été soulevée.

Dans le contexte du libre-échange, le Ministère du Commerce et de la Consommation indique avoir pris des mesures et adopté des réformes pour que les industriels malgaches ne se sentent pas envahis par les produits en provenance de l'étranger. Il est notamment question des réformes purement commerciales qui sont adoptées à travers la mise en place du Conseil de la Concurrence et la protection des opérateurs nationaux.



L'adoption d'un calendrier d'abaissement progressif des droits de douanes sur les produits concernés par l'Accord de Partenariat Economique (APE) avec l'Union européenne est également présenté par le Ministère du Commerce et de la Consommation (MCC) comme étant une volonté de « protéger » les produits locaux, et de les préparer à l'arrivée des produits européens qui seront progressivement exonérés de taxe à leur entrée sur la Grande île. Pour le MCC, il s'agit d'une intégration intelligente d'autant que « vingt produits sensibles ne sont pas soumis à l'APE » et que « si les produits sont exposés à la concurrence, le pays a aussi accès à la technologie ».

La promotion du « patriotisme économique » à travers la consommation du Vita Malagasy est évidemment mise en avant, d'autant que le marché intérieur malgache renferme un potentiel de 23 millions de consommateurs. Faire que le « Vita gasy » ne soit plus un concept péjoratif est une autre mesure à prendre pour promouvoir la consommation locale. Et pour cela, insiste Freddie Mahazoasy, il est important de soutenir les industriels.

L'application des lois a également été présentée comme étant un aspect important de la protection des industriels locaux. Les autorités ont ainsi été invitées à mettre en œuvre les décisions qu'elles prennent, et de toujours considérer les problèmes à la source et non se contenter des actions superficielles.

Mais en adhérant à des organisations commerciales, il ne s'agit pas uniquement de « protéger » les produits locaux face aux produits étrangers et importés. Il importe également de promouvoir l'exportation de ces produits et de soutenir leur démarche de conquête des marchés internationaux.

II – Comment tirer profit des accords de libre-échange ?

Madagascar, pour l'instant a des difficultés pour acquérir des parts de marché au sein des groupements économiques régionaux. Les exportations ne sont pas diversifiées, et sont non transformées, elles n'ont qu'une faible valeur ajoutée. Comment alors améliorer la présence des produits malgaches sur le marché extérieur et permettre ainsi aux industriels de pénétrer les marchés étrangers ?

Pour tirer le plus de profits de la souscription de Madagascar à ces divers accords de libre-échange, le MCC se propose de prendre :

- ☞ Des mesures de développement de la production à travers une approche filière qui privilégie les industries à haute valeur ajoutée ;
- ☞ Des mesures de promotion de l'exportation telle que la mise en place d'un guichet unique ou l'accompagnement des opérateurs dans leurs démarches d'intégration sur les marchés étrangers, notamment en matière de respect des barrières non-tarifaires, telles les normes et les standards ;
- ☞ Des mesures de promotion de la recherche afin d'améliorer la compétitivité des produits made in Madagascar, comme par exemple la défiscalisation des entreprises qui oeuvrent dans la recherche.

Les industriels doivent ainsi être encouragés à créer des produits de qualité, à proposer des produits innovants. Le monde des affaires doit être apaisé, un meilleur environnement des affaires doit être créé de manière à ce que les industriels ne perdent pas, par exemple, leur temps à régler des questions administratives, mais se consacrent plutôt à la production.

La question a également été posée si Madagascar utilise toutes les possibilités qui lui sont offertes, pour ne citer que le recours à la banque de la SADC qui permet de faciliter l'accès au financement.

→ DEBAT 4 – LES BANQUES JOUENT-ELLES LEUR ROLE ?

A part la volonté politique, une industrialisation réussie nécessite une base financière stable. Actuellement, l'accès aux finances afin de pouvoir investir constitue un des plus grands défis des industries malgaches. En même temps, il existe à Madagascar un secteur bancaire très profitable et en bonne santé, mais apparemment déconnecté du secteur industriel. Les banques commerciales s'engagent-elles assez afin de financer l'industrialisation ? Ou faudrait-il créer une banque de développement étatique ou semi-étatique (ou d'autres outils de financement) afin de pouvoir financer l'industrialisation ?

I – La contribution du secteur bancaire au développement industriel

Présentant quelques indicateurs pour mesurer l'efficacité de la Banque, le Pr Mamy Ravelomanana est arrivé à la conclusion que :

- ☞ **Madagascar figure parmi les pays les moins performants** en termes de taille du secteur financier : sur l'indicateur profondeur qui mesure la taille du secteur financier et qui donne le ratio des passifs liquides du secteur de la monnaie en circulation plus des dépôts à vie et des passifs porteurs d'intérêt des banques et des intermédiaires financiers non bancaires par rapport au PIB, Madagascar est à moins de 0,20 ;
- ☞ **Le système bancaire ne s'implique que faiblement dans la création de richesse** : pour l'indicateur Privy qui mesure l'importance du crédit dans l'économie à travers le ratio du crédit aux entreprises privées par rapport au PIB, Madagascar est à 0,12 en 2013 ;
- ☞ **Le ratio du crédit alloué au secteur privé est plus ou moins correct**, mais cela veut-il dire que les systèmes financiers contribuent à la croissance réelle du fait qu'ils analysent les entreprises et les soumettent à un contrôle, qu'ils offrent des services de gestion de risques, mobilisent l'épargne et facilitent les transactions pour le secteur privé ;

➡ Les indicateurs d'efficacité du système bancaire malgache

Indicateur	Très riche	Riche	Pauvre	Très pauvre	2001	2002	2003	2004	2005
Profondeur	0,67	0,51	0,39	0,26	0,18	0,19	0,17	0,17	0,15
Banque	0,91	0,73	0,57	0,52	0,31	0,3	0,34	0,34	0,36
Privé	0,71	0,58	0,47	0,37	0,64	0,57	0,56	0,65	0,72
Privy	0,53	0,31	0,2	0,13	0,08	0,08	0,08	0,09	0,09

Sources : Tableau présenté par Pr Mamy Ravelomanana

L'analyse des divers indicateurs montre que le système financier ne s'implique pas assez dans le système économique en général, et que la préférence va vers les crédits à court terme. « Les banques ne s'impliquent pas assez pour qu'il y ait développement, et même si l'industrie dispose d'une meilleure part sur la répartition des crédits, les implications des banques restent en deçà des attentes », indique le Pr. Mamy Ravelomanana.

Or, « sans financement, il n'y a pas de développement », soutient Andrianavalomanana Razafiarison, Vice-Président du Fivmpama. Faisant un état des lieux du monde bancaire à Madagascar, il soulève que sur les 5 150 milliards d'ariary de ressources totales des 11 banques malgaches, 3 130 mil-

liards d'ariary sont affectés à l'économie. Cela laisse, certes, penser que les banques contribuent à l'économie, sauf que ces 3 130 milliards d'ariary ne bénéficient qu'à 400 entreprises. Quand on sait que 200 000 entreprises sont enregistrées auprès de l'administration fiscale, et que le tissu industriel malgache est dominé par les PME/PMI qui constituent 95% des entreprises, l'on peut se demander si les banques jouent leur rôle.

Christiant Rajaosafara du SIM regrette surtout que les banques ne prennent pas suffisamment de risque, et proposent des taux d'intérêt exorbitants, ce qui crée des problèmes de compétitivité pour les entreprises, incapables d'améliorer les infrastructures et de produire en quantité sans ressources financières suffisantes.

Cette faible implication n'est pourtant qu'apparente, soutient de son côté Barijaona Ramaholimihaso, Secrétaire Général de BNI. S'il reconnaît que les statistiques sont parlantes, il affirme que celles-ci n'évoquent pas les corrélations et n'indiquent pas les causes et les conséquences. Pour lui, la banque ne peut pas se substituer à l'ensemble du secteur financier. Et de noter que 50% de la masse monétaire et des billets de banque en circulation ne se trouvent pas dans les banques. Il explique alors l'apparente faible implication des banques à des facteurs qui leur sont externes.

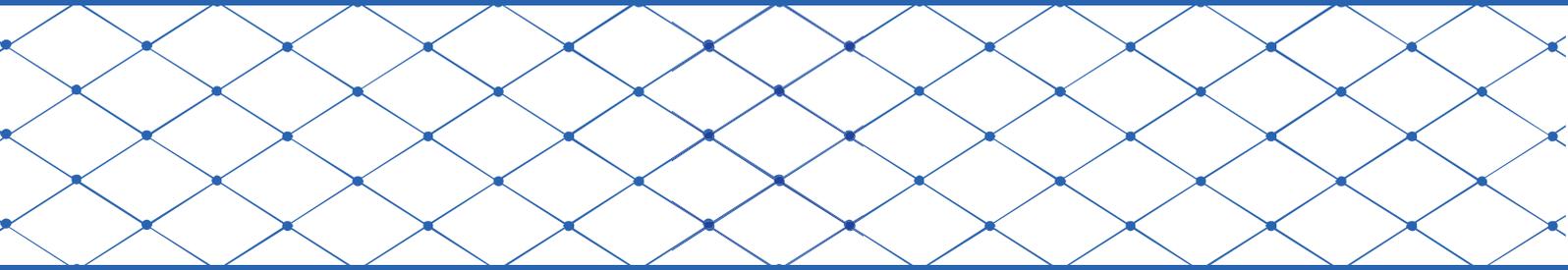
La structure de l'économie, gangrenée par la corruption et par la mauvaise gouvernance apparaît également comme l'une des raisons empêchant les banques de prêter à certaines entreprises. « On prend des garanties, sachant qu'on aura du mal à saisir », signale le SG de la BNI qui affirme que dans certains cas, « il est beaucoup plus facile de prêter à un salarié qui gagne 500 000 ariary qu'à certaines entreprises qui ont des chiffres d'affaires de 2 milliards d'ariary ».

Pour ce qui est des taux d'intérêt, Barijaona Ramaholimihaso reconnaît qu'il est parfois préférable de prêter à l'Etat qui propose des bons du trésor par adjudication à 13%. Ce qui, soutient-il, n'empêche pas les banques de proposer des taux plus faibles que le taux directeur de la Banque Centrale à certaines entreprises.

II – Comment améliorer la contribution du secteur bancaire ?

Deux solutions sont avancées : la mise en place d'un Fonds National de Développement industriel (FNDI) et la création d'une banque de développement.

- # Prévu dans la politique nationale du développement industriel, le FNDI devrait être un fonds de garantie qui devrait permettre aux PMI d'accéder à des sources de financement, de rassurer les banques mais aussi d'optimiser les taux d'intérêt. Pour sa mise en place, la contribution des partenaires techniques et financiers du pays est sollicitée. Selon les explications de Christian Rajaosafara, il ne s'agit pas tant de faire un don auprès du secteur privé, mais à tout le moins de partager les risques, et de se constituer en caution des entreprises emprunteuses.
- # La création d'une banque de développement à l'image du KfW allemand et des banques de développement mises en place dans un certain nombre de pays après la deuxième guerre mondiale a été à l'étude en 2009, des réflexions ont été lancées, mais le projet n'a pas abouti à cause de la crise politique.



**FRIEDRICH
EBERT** 
STIFTUNG

